



AYA – Appui aux Yanomami d'Amazonie Onex, le 25 juin 2007

Quelques brèves concernant l'Amazonie (et les Indigènes du Brésil) / 9

Nouvelles violences dans la Terre Indigène (TI) Raposa Serra do Sol (RR)

Dans la "Folha de Boa Vista" (RR) du 19 juin, les lecteurs ont pu prendre connaissance de la déclaration d'un député fédéral du Roraima, Márcio Junqueira, qui affirme avoir craint pour sa vie après avoir été menacé par des indigènes de la TI Raposa do Sol...

Le Conseil Indigène du Roraima – CIR a été amené à enquêter sur le déroulement des faits.

Le CIR explique que le 14 juin des membres de la communauté indigène de la région de Surumú ont commencé à réoccuper pacifiquement un lieu traditionnel appelé Parawani. Durant les travaux, ces Indiens ont reçu des menaces de la part de personnes travaillant dans une rizière voisine.

Le 17 juin, alors qu'il était au volant de sa voiture, le Tuxaua Anselmo Dionísio Filho, accompagné de deux élèves du Centre indigène de formation, a rencontré un véhicule à bord duquel se trouvait l'ex-maire de Pacaraima, Paulo Cesar Quartiero, riziculteur de profession, accompagné du député fédéral Márcio Junqueira et d'une équipe de télévision à qui le Tuxaua a demandé de cesser de filmer. Le député a accusé les trois indigènes d'être des envahisseurs et d'être manipulés par des tiers.

Un troisième incident, celui-là plus grave, est survenu quelques heures plus tard. Deux véhicules sont retournés à la communauté Parawani, des hommes armés et cagoulés ont ordonné aux Indiens d'abandonner leurs affaires et de monter dans un véhicule. Ils ont détruit la baraque déjà construite et ils ont renversé le diesel et chargé les outils sur le camion. Les Indiens ont été conduits sur la route qui donne accès à la municipalité de Uiramutã où ils ont été libérés.

Le CIR a acheminé une représentation au Ministère public fédéral, à la Police fédérale et au Secrétariat spécial des Droits humains de la Présidence de la république. Pour les dirigeants du CIR, cette attaque est le fruit du climat d'impunité qui se maintient dans la région de la TI et au manque de respect de la démarcation qui a été signée en avril 2005 par le Président Lula.

Pour en savoir plus : <http://www.cir.org.br>, <http://www.socioambiental.org>, <http://www.cimi.org.br>

Nouvelle rencontre des "Peuples de la forêt"

Les Indiens, les seringueiros, les communautés de riverains et organisations de la société civile de l'Amazonie ont décidé de se retrouver du 18 au 23 septembre prochain à Brasília. Parmi les organisateurs, on trouve la Coordination des Organisations Indigènes de l'Amazonie Brésilienne – COIAB, le Conseil national des Seringueiros – CNS et le Groupe de Travail Amazonien- GTA. L'espoir est de réunir environ 10'000 personnes. La nouveauté et le défi est de tenter d'unir sur des objectifs communs les peuples traditionnels d'autres régions brésiliennes comme ceux du Cerrado et de la Forêt atlantique. L'annonce de la rencontre a été faite mercredi 20 juin en présence de la Ministre de l'environnement, Marina Silva.

La première rencontre de "l'Alliance des Peuples de la Forêt" avait eu lieu à Rio Branco (Etat d'Acre) en 1989. Elle avait été inspirée par Chico Mendes, assassiné le 22 décembre 1988 à Xapuri

à la porte de sa maison. Il avait été un des fondateurs du Conseil National des Seringueiros en 1985.

Pour en savoir plus : <http://www.agenciartamaimor.com.br>, et <http://www.socioambiental.org>

La Suisse et la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail.

La "Convention sur les Peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants" adoptée par la Conférence Internationale du Travail en 1989 est l'un des rares textes internationaux susceptibles de protéger ces populations. Elle fait suite à un premier texte, la Convention 107, adoptée, elle, en 1957.

En 2001, le Conseil fédéral avait donné le mandat à l'administration fédérale de rédiger un rapport sur les conséquences nationales qu'aurait la ratification de cette Convention. Le rapport s'est fait attendre. En juin 2005, le conseiller national Remo Gysin a demandé quand le Conseil fédéral allait répondre à cette question. En octobre 2006, la réponse du Conseil fédéral évoque surtout la situation des gens du voyage en Suisse et propose de classer le postulat Gysin. Une coalition de plus d'une trentaine d'ONG, regroupées au sein de "Swiss pro ILO169" (dans laquelle on retrouve le Docip et le MCI), s'est mobilisée pour faire valoir l'importance de l'adoption de cette Convention pour la politique extérieure de la Suisse. Le 22 juin dernier, par 121 voix contre 64, le Conseil national a décidé de ne pas classer le postulat.

On attend maintenant un nouveau rapport du Conseil fédéral que "Swisspro ILO169" espère favorable à l'adoption de la Convention.

Le Brésil a ratifié la Convention 169 récemment.

Pour en savoir plus : <http://swissproilo169.ch>